



Le **baromètre**  
des réformes  
de **Nicolas SARKOZY**

*Le verdict des chiffres à mi-mandat...*



[www.barometre-sarkozy.com](http://www.barometre-sarkozy.com)

5<sup>e</sup> édition – Novembre 2009



---

Fondé en 2003, l'Institut Thomas More est un think tank d'opinion, européen et indépendant. Il diffuse auprès des décideurs politiques et économiques et des médias internationaux des notes, des rapports, des recommandations et des études réalisés par les meilleurs spécialistes et organise des conférences-débats et des séminaires sur ses thèmes d'études. L'Institut Thomas More est à la fois un laboratoire d'idées et de solutions innovantes et opératoires, un centre de recherches et d'expertise, un relais d'influence.

---

---

**Equipe de réalisation**

Jean-Thomas LESUEUR, délégué général de l'Institut Thomas More

Émilie GOUGER, chef de projet

Sarah MAZOUZ, Benjamin de DREUZY, Bastien ALEX, chargés de mission

**Contact**

[info@institut-thomas-more.org](mailto:info@institut-thomas-more.org)

Institut Thomas More – 49, boulevard de Courcelles – 75 008 Paris

Tel. +33 (0)1 49 49 03 30

Fax.+33 (0)1 49 49 03 33

## Table des matières

<b>Présentation</b>	<b>4</b>
-----	
<b>Les réformes en un clin d'œil</b>	<b>5</b>
-----	
Le récapitulatif des notes	6
<b>Analyse</b>	<b>7</b>
-----	
Un rythme de réforme qui ne faiblit pas	8
Une cohérence de l'action encore forte mais qui baisse légèrement	9
Un manque de lisibilité grandissant	11
Les limites d'une méthode	12
Les dangers de la tentation du « toujours plus »	14
<b>La réforme en 22 thèmes</b>	<b>17</b>
-----	
Agriculture pêche et chasse – Budget, réforme de l'Etat et décentralisation	18
Culture et communication – Défense	19
Dialogue social – Education et enseignement supérieur	20
Emploi– Entreprises	21
Environnement, aménagement du territoire et transports – Europe	22
Famille – Fiscalité et pouvoir d'achat	23
Immigration et développement solidaire – Institutions	24
Justice et sécurité – Logement	25
Outre-mer – Politique étrangère	26
Recherche et innovation – Retraites	27
Santé – Société	28
<b>Zoom sur les promesses de 2007</b>	<b>29</b>
-----	
<b>Méthodologie</b>	<b>31</b>
-----	



## Le verdict des chiffres à mi-mandat...

6 novembre 2009 : Nicolas Sarkozy est à l'Élysée depuis deux ans et demi... L'heure du bilan d'étape a sonné. Entre omniprésence présidentielle et gestion de la crise, activisme international et rupture de style, **Nicolas Sarkozy a imprimé une marque singulière à la première moitié de son mandat.**

La stratégie du « bloc des réformes », postulant qu'il fallait « tout réformer en même temps parce que tout se tient », a été le credo de l'exécutif pendant les trente mois écoulés. Alors que 2012 se prépare et que les interrogations se multiplient sur la méthode de Nicolas Sarkozy, le bilan de mi-mandat sanctionne-t-il ce choix ?

**10/20, selon notre Baromètre.** Revue de détails...

Le Baromètre des réformes de Nicolas Sarkozy est un outil semestriel de veille et de suivi en continu des réformes du Président. On y trouve notamment :

### > Les réformes en un clin d'œil

- ✓ avec un tableau récapitulatif des notes du Baromètre

### > Une analyse générale de la politique de réforme conduite depuis deux ans et demi

- ✓ avec des éléments d'analyse sur le rythme des réformes, la cohérence dans la mise en œuvre, le manque de lisibilité de l'action et les limites de la méthode d'action...

### > Un état des lieux des 1222 mesures recensées

- ✓ avec les 490 promesses de campagne et les 732 nouvelles mesures recensées en 22 thèmes
- ✓ pour chaque thème, une note globale sur 20 établie à partir de 3 indicateurs (la mise en œuvre des réformes, l'efficacité de l'action et la cohérence de l'action) et une analyse succincte de la politique de réforme conduite depuis deux ans et demi

### > Un zoom sur les promesses de campagne de 2007

- ✓ avec un bilan en chiffres et une analyse spécifique sur la fidélité du président aux engagements du candidat

## **Les réformes en un clin d'œil**

Le récapitulatif des notes

Retrouvez le détail des mesures, les justifications et les notes sur [www.barometre-sarkozy.com](http://www.barometre-sarkozy.com)

Le tableau ci-dessous propose en un clin d'œil le récapitulatif des notes et la moyenne obtenue pour chaque thème.

<b>Baromètre des réformes de Nicolas Sarkozy - 5e édition</b>				
<b>Récapitulatif des notes</b>				
	<b>Mise en œuvre</b>	<b>Efficacité</b>	<b>Cohérence</b>	<b>Note globale (arrondie)</b>
Agriculture, Pêche et Chasse	4,37	3,75	18,12	<b>8,5</b>
Budget, réforme de l'Etat et décentralisation	5,71	5,14	13,14	<b>8</b>
Culture et communication	6,15	4,92	14,77	<b>8,5</b>
Défense	5,58	5,12	16,28	<b>9</b>
Dialogue social	11,81	7,27	7,27	<b>9</b>
Education et enseignement supérieur	7,88	4,85	14,95	<b>9</b>
Emploi	12,46	9,5	15,09	<b>12,5</b>
Entreprise	12,22	13,43	17,78	<b>14</b>
Environnement, aménagement du territoire et transports	4,47	4,23	18,12	<b>9</b>
Europe	8,24	4,7	12,55	<b>8,5</b>
Famille	8,42	7,37	15,79	<b>10,5</b>
Fiscalité et Pouvoir d'achat	13,81	10,95	14,76	<b>13</b>
Immigration et développement solidaire	11,61	10,97	15,48	<b>12,5</b>
Institutions	12	10	15,5	<b>12,5</b>
Justice et Sécurité	6,38	5,74	17,02	<b>9,5</b>
Logement	12,19	10,24	17,07	<b>13</b>
Outre-mer	7,55	7,55	17,77	<b>11</b>
Politique étrangère	7,27	4,24	16,97	<b>9,5</b>
Recherche et innovation	10,32	7,74	16,77	<b>11,5</b>
Retraites	9	5,45	14,55	<b>9,5</b>
Santé	7,89	6,2	16,06	<b>10</b>
Société	3,89	2,22	13,89	<b>6,5</b>
<b>Total</b>	<b>189</b>	<b>151</b>	<b>340</b>	<b>225</b>
<b>Moyenne (arrondie)</b>	<b>8,5</b>	<b>6,9</b>	<b>15,4</b>	<b>10</b>

## **Analyse – le verdict des chiffres à mi-mandat...**

Un rythme de réforme qui ne faiblit pas

Une cohérence de l'action encore forte... mais qui baisse légèrement

Un manque de lisibilité grandissant

Les limites d'une méthode

Les dangers de la tentation du « toujours plus »

Retrouvez le détail des mesures, les justifications et les notes sur [www.barometre-sarkozy.com](http://www.barometre-sarkozy.com)



En en appelant à l'exemple historique de ses prédécesseurs à l'Elysée, **Nicolas Sarkozy a récemment semblé porter une appréciation très positive sur son bilan de mi-mandat**<sup>1</sup>. Voici le nôtre...

C'est le bilan de deux années et demi, trente mois, 914 jours d'activisme tous azimuts et d'omniprésidence ! Notre dernier Baromètre, en mai dernier, mesurait déjà un peu plus de 75% du programme présidentiel sur les rails. Un chiffre encore en hausse aujourd'hui ! Mais malgré une intensité et un rythme extrêmement soutenus, **l'objectif n'est pas atteint**. Doit-on parler d'un échec ? D'un demi-échec serait plus juste.

A partir de septembre 2008, la crise a tout bouleversé et a obligé Nicolas Sarkozy et son gouvernement à chercher à parer à ses conséquences sociales et économiques. Il n'est plus temps de seulement compter les points sur ce qui a été fait et ce qui ne l'a pas été dans le programme du candidat : le contexte a changé, les attentes des Français aussi. C'est la raison pour laquelle aux 490 promesses de 2007, nous avons ajouté le suivi de 732 nouvelles mesures annoncées depuis deux ans et demi... C'est une **vision globale de l'action entreprise par Nicolas Sarkozy** que donne notre Baromètre. Quel bilan faut-il en tirer ?

Le mécontentement des Français, qui s'exprimera peut-être dans les urnes à l'occasion des prochaines élections régionales, vient-il d'un désaveu franc de la politique conduite ou d'une déception devant les résultats obtenus ? Et cette politique, est-elle fidèle ou non aux engagements qui avaient fait confortablement élire Nicolas Sarkozy en 2007 ? Que penser de la méthode proprement dite qui rencontre de plus en plus de contestation, jusqu'au sein même de la majorité ?

**Notre verdict : 10 sur 20.** Éléments d'analyse, tirés de notre Baromètre...

## 1. Un rythme de réforme qui ne faiblit pas

Depuis deux ans et demi, **Nicolas Sarkozy a érigé la vitesse comme méthode et déploie un activisme qui ne faiblit pas**. Il intervient sur tous les sujets, se saisit de tous les dossiers, l'agenda parlementaire est encombré et les services de l'État peinent à suivre... Élu sur un discours très volontariste, le président de la République n'en démord pas, convaincu qu'à terme les Français sauront reconnaître le travail accompli. Baromètre après Baromètre, les chiffres indiquent la même intensité ; le 5<sup>e</sup> n'y déroge pas :



Marquant une légère augmentation par rapport à mai 2009, **près de 8 mesures sur 10 sont aujourd'hui engagées** (« réalisées », « altérées » et « en cours »).

<sup>1</sup> *Le Figaro*, 16 octobre 2009.

Il y a cependant, pour une part, un effet mécanique dans ce chiffre impressionnant. En effet, à l'inverse d'une promesse faite avant l'élection et dont la mise en œuvre peut s'étaler sur les 5 ans du mandat du président de la République, **les nouvelles mesures annoncées depuis mai 2007, et en particulier celles prises en réponse à la crise économique, font généralement l'objet d'une mise en œuvre immédiate ou quasi-immédiate.** Ce caractère d'urgence et de rapidité d'exécution se traduit en partie dans les chiffres de certains champs d'action particulièrement d'actualité en ce moment :

➔ **On retrouve les thèmes « Entreprise », « Fiscalité et pouvoir d'achat » et « Logement » parmi les 5 meilleurs scores de notre indicateur d'« Efficacité de la réforme »** (qui mesure la proportion des mesures « réalisées » par rapport au nombre total des mesures abordées), avec les thèmes « Immigration et développement solidaire » et « Institutions ».

Une autre donnée – que chacun, partisan ou opposant au président de la République, appréciera à son gré... – montre que **l'intensité ne faiblit pas** :

➔ Alors que 42,77% des mesures sont déjà mise en œuvre (« réalisées » et « altérées »), **44,74% des mesures sont en attente de mise en œuvre** (« en cours » et « annoncées »).

Des chiffres qui prouvent que, **arrivé à mi-mandat, la volonté de maintenir un rythme intense demeure entière chez Nicolas Sarkozy**, et que le rythme lui-même est un élément central de sa stratégie d'occupation de l'espace politique et médiatique. Selon l'argument que la crise justifie le maintien du cap sur les réformes, Nicolas Sarkozy et le gouvernement ne manquent pas de rappeler leur énergie et leur volontarisme mis au service des Français dans une période difficile.

## 2. Une cohérence de l'action encore forte... mais qui baisse légèrement

On commente beaucoup depuis quelques mois la chute de popularité dans les sondages et le risque de déphasage avec l'opinion qui menace Nicolas Sarkozy. L'analyse paraît légitime et justifiée par de récentes polémiques qui laissent deviner un éloignement du président de 2009 avec le « parler vrai » et l'image de proximité du candidat de 2007. Pour autant, la vie démocratique a ses règles et Nicolas Sarkozy a été élu sur un programme précis pour une durée de cinq ans. Il convient donc aussi de s'interroger sur sa fidélité au contrat qu'il a passé avec les Français : **la politique conduite depuis deux ans et demi est-elle conforme aux idées et aux discours qui avaient séduit une majorité d'électeurs en 2007 ?** Et depuis qu'il a été élu, Nicolas Sarkozy suit-il une ligne cohérente ? A ces deux questions, notre Baromètre répond globalement « oui » :

→ **La note de 15,4/20 est accordée par notre indicateur de « Cohérence de l'action »** (qui mesure la proportion des mesures « altérées », « en retard », « reportées » et « abandonnées » par rapport au nombre total des mesures abordées). Sur 1113 mesures abordées, 883 (soit 79,33%) sont cohérentes avec la promesse ou l'annonce qui l'avait précédée.

Pour autant, si la grande majorité des solutions retenues reste dans la droite ligne du discours initial de 2007, on observe une **légère baisse dans la cohérence de l'action conduite** par rapport à notre Baromètre de mai dernier :

→ **Notre note de « Cohérence de l'action » marque une baisse de 5,11% et passe de 16,5 à 15,4/20** (901 mesures cohérentes sur 1077 par rapport à 883 sur 1113).

Comment expliquer ce chiffre ? Mécaniquement tout d'abord : le nombre de mesures « altérées », « en retard », « reportées » et « abandonnées » recensées par notre Baromètre passe de 176 en mai dernier à 230 cette fois-ci. Politiquement ensuite : avec tous les fronts ouverts à la fois et dans le contexte de crise économique qui radicalise forcément les oppositions, **il a fallu parfois lâcher du lest, même légèrement, ce qui impacte forcément la conformité du résultat avec l'ambition initiale.** Si on n'a pas vu de recul majeur, on a tout de même constaté quelques accommodements sur la réforme du statut des enseignants-chercheurs ou sur la gouvernance des hôpitaux par exemple. D'autres dossiers se sont comme assouplis ou ont pris un grand retard : la grande ambition numérique de 2007 s'est envolée et l'Union pour la Méditerranée est restée dans les cartons !

Ces légers à-peu-près, en faible nombre encore, mais mêlés à quelques incidents et confusions dans la conduite quotidienne des affaires (aussi bien au gouvernement qu'au Parlement), contribuent au sentiment qui n'a cessé de croître et identifié par notre Baromètre dès sa deuxième livraison en mai 2008 : celui de l'illisibilité grandissante de l'action présidentielle.

### 3. Un manque de lisibilité grandissant

Depuis le début de son mandat, Nicolas Sarkozy répète son credo : « toutes les réformes se tiennent » et doivent être conduites en même temps. Mais l'ouverture de tous les fronts à la fois, érigée au rang de méthode de gouvernement dès mai 2007 et plusieurs fois réaffirmée depuis le début de la crise, crée inévitablement une impression de confusion et d'illisibilité. Une impression ? Pas seulement.

Dans les faits, et **même en admettant le bien-fondé de la stratégie du « bloc des réformes », la masse des mesures mises en œuvre empêche d'établir une hiérarchie claire des priorités** du gouvernement :

➔ **Sur les 22 thèmes de classification de notre Baromètre, 21 ont plus de 60% de mesures engagées** (« réalisées », « altérées » et « en cours »). Seul le thème « Dialogue social » est juste en dessous, avec 59,09%...

**La moyenne des mesures engagées s'établit à 78,35%** et 11 thèmes sur 22 sont au-dessus de 80%.

On l'a dit plus haut, ces chiffres peuvent être analysés positivement, comme les signes d'un engagement fort du président et de son équipe au service d'une stratégie claire. Mais alors un puissant effort de pédagogie semble nécessaire pour en convaincre des Français désormais majoritairement dubitatifs...

On peut aussi affirmer que l'un des facteurs d'explication de ce manque de lisibilité est la **stratégie du coup d'éclat** chère à Nicolas Sarkozy. Le président aime surprendre et aller là où on ne l'attend pas. Il multiplie les annonces inattendues et spectaculaires, généralement dans des moments où il se trouve en situation difficile, en vue de montrer aux Français qu'il agit et que la rupture est toujours d'actualité... mais au risque de court-circuiter des processus en cours. Deux exemples pris dans l'année écoulée :

➔ Le 7 janvier 2009, lors de la rentrée solennelle de la Cour de Cassation, Nicolas Sarkozy annonce à la surprise de nombre d'observateurs **sa volonté de voir supprimée la fonction de juge d'instruction**, alors même que la Commission Léger, chargée par le Garde des Sceaux de réfléchir à la réforme du droit pénal, n'avait pas achevé son travail. La Commission rend le 9 mars suivant un pré-rapport qui valide évidemment cette orientation...

➔ D'abord évoquée sous forme de simple réforme dans le programme de 2007, puis comme exonération partielle au début de la crise, la **suppression de la taxe professionnelle** sera finalement annoncée par Nicolas Sarkozy en février 2009... avant que la commission chargée de faire des propositions sur la réforme des collectivités locales n'ait eu le temps de présenter ses conclusions. Présentées un mois plus tard, elles reprendront l'annonce présidentielle.

Un autre facteur d'explication du manque global de lisibilité est à chercher dans le **nombre croissant des retards observés dans la mise en œuvre des réformes** et des mesures annoncées :

➔ **Sur 1113 mesures abordées, 96 (soit 8,62%) sont « en retard »** dans notre Baromètre. En mai dernier, le chiffre était de 5,9%.

Le chiffre, en nette augmentation par rapport à mai dernier, paraîtra encore raisonnable. Il n'est cependant pas insignifiant et concerne des mesures souvent importantes. Ainsi comptait-on parmi les retards au 15 octobre 2009 (date à laquelle les comptes de notre Baromètre ont été arrêtés), le **lourd dossier de la pénibilité** (alors qu'à l'occasion du sommet social de l'Élysée du 18 février 2009, Nicolas Sarkozy avait demandé aux partenaires sociaux de négocier sur le thème), la **réforme des collectivités territoriales** (que l'on attendait pour l'été et qui n'a été présentée que fin octobre) ou, moins spectaculaire mais pas mince dans un contexte de crise économique, la question du **dialogue social dans les TPE**.

L'effet de masse, conjugué à ces retards souvent marquants, produit donc **une illisibilité et une instabilité** qui peuvent également être la conséquence d'une méthode de gouvernement qui, peut-être à mi-mandat, commence à laisser entrevoir ses limites.

## 4. Les limites d'une méthode

Nicolas Sarkozy le répète : la crise et l'impopularité ne lui feront changer ni de cap, ni de méthode. Son implication sur tous les sujets, la rapidité et l'ouverture de tous les fronts à la fois sont sa marque de fabrique et il n'entend pas en changer. Lui, l'homme pressé, parie sur le temps qui, pense-t-il, rendra justice à son travail de réforme en profondeur. **Réforme en profondeur ? Voire...** Car le nombre de réformes inabouties commence à être important :



**Le total des mesures ratées s'élève à 20,66%**, avec 8,18% de mesures « altérées », 8,62% de mesures « en retard », 0,27% de mesures « reportées » et 3,59% de mesures « abandonnées ». En mai 2009, ce chiffre était de 16,35%.

Avec le recul de deux années et demi d'exercice du pouvoir, **certaines caractéristiques de sa méthode expliquent pourtant cette baisse de performance**. Démonstration en quatre temps.

Il apparaît tout d'abord dans certains cas que **l'ouverture simultanée des dossiers empêche que le travail de fond, préalable à la mise en œuvre des réformes envisagées, soit pleinement réalisé**, comme si la surface donnée à l'action réformatrice contrariait sa profondeur. L'exemple le plus frappant est sans doute l'inquiétante situation budgétaire :



Sur le **front des finances publiques**, s'il va sans dire que ni Nicolas Sarkozy ni le gouvernement ne sont responsables de la crise et de ses conséquences sur les comptes publics, force est de constater que trop peu fut entrepris avant qu'elle ne survienne. Alors que le candidat avait promis que sa présidence serait celle de la remise en ordre des finances publiques et que son programme prévoyait des objectifs précis, seule la timide RGPP fut mise en place, avec une ambition d'économies de 7 petits milliards sur cinq ans. Si de bonnes dispositions furent prises (non remplacement d'un fonctionnaire partant à la retraite sur deux, fusion ANPE/Assedic, fusion des services d'impôts et de comptabilité), on ne s'est tout simplement pas attaqué avec assez de détermination à la seule mesure qui permettrait de faire sérieusement baisser la dette et les déficits : la baisse de la dépense publique. On semble même être entré dans la spirale infernale inverse avec le plan de relance de 28 milliards d'euros, le grand emprunt national, le projet pharaonique du Grand Paris sans compter le rendez-vous des retraites de 2010, etc. Et les annonces sectorielles se succèdent : aussi légitimes que soient les revendications des agriculteurs, l'enveloppe de 1,65 milliard d'euros promis fin octobre est-elle réaliste ? Décidément, en matière de finances publiques, la rupture n'a pas eu lieu...

Ce travers peut aussi aboutir à un **manque de logique ou de continuité dans la conduite des réformes entre elles**, qui oblige parfois le président et ses ministres à revenir plusieurs fois sur les dossiers, donnant ainsi l'impression d'une certaine confusion, de l'imprécision des responsabilités ou de la perte de vue des objectifs. Le dossier des prisons et la question de la diversité en offrent l'exemple :

➡ Alors que les promesses le plus attendues du programme, sur la récidive (juillet 2007) et sur la rétention de sûreté (février 2008), ont vite été mises en œuvre, la **réforme des prisons**, dont l'impérieuse nécessité est connue de tous, ne fut présentée en Conseil des ministres qu'en juillet 2008 et n'arriva au Parlement que début 2009 (avec une procédure d'urgence qui a fait grincer jusque dans les rangs de la majorité...). N'est-il pas étonnant qu'une loi pénitentiaire ait été adoptée un an et demi après la mise en place d'un arsenal dont tous les experts disent qu'il aura pour effet mécanique d'augmenter le nombre de détenus ?

➡ Après la présentation en février 2008 du « Plan Espoir Banlieue », qui déjà avait déçu, le **dossier de l'intégration des jeunes et de la promotion de la diversité**, dont Fadela Amara a la charge, avait sombré dans l'oubli et le désintérêt. En décembre 2008, Nicolas Sarkozy annonce la nomination de Yazid Sabeg au poste de commissaire à la Diversité et à l'Égalité des chances. En mai 2009, ce-dernier remet son rapport sur les « statistiques de la diversité ». Puis plus rien ou presque... jusqu'à ce mois de novembre où une expérimentation du CV anonyme est relancée dans cinquante entreprises volontaires. C'est une ligne bien sinueuse, et aux multiples acteurs, qui est suivie...

Amateur de vitesse (d'exécution) et de coups (d'éclat), Nicolas Sarkozy semble par ailleurs **peu à l'aise avec la gestion du temps long**, principale qualité pourtant nécessaire à un président de la République selon son prédécesseur François Mitterrand... La gestion de l'énorme chantier de la mise en œuvre de la révolution verte, tant vantée par le président, le laisse particulièrement voir :

➡ En effet, alors que le lancement du **Grenelle de l'environnement** fut favorablement accueilli et que le travail accompli fit globalement consensus lors de la présentation des conclusions en octobre 2007, les difficultés et les lourdeurs ne tardèrent pas à se faire sentir... Deux ans après, la loi Grenelle 2 n'a toujours pas été adoptée par l'Assemblée nationale. Alors que le sommet de Copenhague débute dans un mois et que Nicolas Sarkozy souhaitait que la France y fasse figure de nation « exemplaire », la dynamique est en quelque sorte dissoute... Comme si, après le temps des annonces, le président et son équipe peinaient à faire vivre les dossiers sur le temps long qu'ils exigent parfois.

Force est enfin de constater que parfois **les mesures mises en œuvre sont en deçà des ambitions initiales, au point qu'elles ne puissent prétendre à incarner la rupture promise**. C'est, sur divers sujets, comme si la mesure perdait en qualité au fil de son processus d'adoption :

➡ Promesse forte du candidat de 2007, attendue par toute une frange de son électorat, la **suppression de la carte scolaire** laisse la place, dans la circulaire d'avril 2008, uniquement à un assouplissement.

➔ La **loi sur le service minimum**, votée dès l'été 2007, a déçu plus d'un de ses partisans après les grèves de février 2009. L'explication ? La loi ne présentant pas de garantie de résultat et autorise le dépôt de plusieurs préavis pour un même motif...

➔ Présentée dès la campagne comme un grand projet de civilisation, l'idée de l'Union Méditerranéenne, certes mise en œuvre mais rebaptisée au passage **Union pour la Méditerranée**, se réduit à à peine plus que la relance du processus de Barcelone. Un an et demi après le sommet en grande pompe à Paris, qui s'en souvient encore ?

➔ Déjà présente dans le programme présidentiel de 2007, la question de la **rémunération des dirigeants d'entreprises** est revenue en force avec la crise financière et les scandales à répétition des bonus et des stock options. Un an après, les résultats sont maigres et, si cela peut s'expliquer pour les dispositions relevant de décisions internationales, cela peut constituer un authentique risque politique pour Nicolas Sarkozy.

Cette méthode, qui préfère la mobilité et la masse des actions entreprises à la concentration sur quelques priorités affichées, est peut-être en train d'atteindre ses limites. **Son rythme et sa cohérence d'ensemble, qui sont à mettre à son crédit, mais aussi son manque de lisibilité, ses ratés et ses insuffisances ne sont pas étrangers à ce que cette méthode a d'anxiogène** aux yeux de beaucoup de Français, en particulier dans un contexte de crise. Impression renforcée par la « logique du toujours plus » qui semble animer désormais Nicolas Sarkozy.

## 5. Les dangers de la tentation du « toujours plus »

Nicolas Sarkozy le répète à l'occasion de son mi-mandat : il n'est pas question pour lui de renoncer aux réformes. En cet automne 2009, les annonces se multiplient sur tous les thèmes – réforme du lycée, lutte contre la récurrence, emploi des jeunes pour les plus récentes – et le discours se veut volontariste. A coup de milliards, d'États généraux ou de Grenelle en tout genre, **Nicolas Sarkozy semble courir après sa rupture.**

Après la stratégie des coups d'éclats qui bousculent les lignes, **la gestion de l'urgence et la réaction à l'événement deviennent une règle de conduite** qu'il serait dangereux d'instituer en règle. Généralement présentées comme des réformes globales et fondatrices, elles cachent de plus en plus mal un défaut d'anticipation. La rupture serait-elle passée à côté de certains sujets ? La gestion et l'ampleur des crises de l'Outre-mer l'an passé et de l'agriculture cette année tendent à le confirmer :



Symptômes d'**un monde agricole déjà en crise**, le gouvernement a dû multiplier les aides ponctuelles pour soulager les secteurs fragilisés au printemps et à l'été 2009. Céréaliers, éleveurs porcins, producteurs de lait ou de fruits et légumes ont bénéficié de plusieurs dizaines de millions d'euros distribués sans que l'on comprenne la cohérence d'ensemble. Le programme de campagne ne contenant que très peu de promesses en matière de restructuration et de compétitivité des filières, deux ans et demi plus tard, un plan massif d'aides est annoncé devant l'ampleur de la colère du monde paysan. La loi de modernisation agricole n'arrivera que cet hiver, visiblement à contre-temps.



Un projet de loi prêt dès le printemps 2008 et finalement déclaré d'urgence en 2009 pour répondre à **la crise économique et sociale des territoires d'Outre-mer**. Faute de pouvoir piocher dans un programme présidentiel dont la majorité des outils ont déjà été utilisés, le gouvernement n'a pas de réponses à apporter au profond malaise que ressentent les ultramarins. En urgence donc seront annoncés des États généraux pour réfléchir à des sujets cruciaux oubliés durant la campagne et les premières années de mandat comme la gouvernance, le dialogue social, la question des productions locales, la mémoire, la culture et l'identité.

Et force est de constater que cette prise à défaut se retrouve parfois sur des dossiers sur lesquels on croyait Nicolas Sarkozy bien armé. Ainsi, certaines réformes se transforment peu à peu en une accumulation de textes de loi, **fruits d'une surenchère dont on voit mal comment elle pourrait former un tout cohérent**. Les brèches sont colmatées, les manquements des textes précédents réparés... jusqu'à ce que de nouvelles lacunes soient mises à jour:



Trois textes de lois contre la récidive, dont un qui attend depuis un an son examen au Parlement, et une pluie d'amendement pour lutter contre la récidive des criminels sexuels, rendre plus efficaces la loi sur la castration chimique, qui s'abat au rythme des faits divers. **La réforme de la Justice** entamée dès l'été 2007 avec la première loi contre la récidive et instaurant des peines planchers., semble avancer à tâtons tant aucune ligne claire n'a été dégagée et aucun objectif fixé.

Si le rythme et la cohérence de la mise en œuvre des réformes n'ont pas faibli malgré les obstacles, la ligne suivie par le gouvernement paraît de plus en plus marquée par la gestion de l'urgence. **A mi-mandat, la logique de la rupture semble basculer vers celle du « toujours plus »**. Mais le gouvernement a-t-il seulement les moyens de maintenir ce cap jusqu'en 2012 ? A mi-mandat et à quelques mois du scrutin régional qui marquera le basculement vers les échéances de 2012, la rupture approche dangereusement de ses limites...



## La réforme en 22 thèmes

Agriculture pêche et chasse – Budget, réforme de l'Etat et décentralisation – Culture et communication – Défense – Dialogue social – Education et enseignement supérieur – Emploi  
Entreprises – Environnement, aménagement du territoire et transports – Europe – Famille  
Fiscalité et pouvoir d'achat – Immigration et développement solidaire – Institutions – Justice  
et sécurité – Logement – Outre-mer – Politique étrangère – Recherche et innovation – Retraites  
Santé – Société

Retrouvez le détail des mesures, les justifications et les notes sur [www.barometre-sarkozy.com](http://www.barometre-sarkozy.com)

Agriculture, pêche et chasse

## L'agriculture entame sa réforme à mi-mandat



Une note insatisfaisante pour l'agriculture qui reflète le manque d'engagement du gouvernement jusqu'à cet automne. Hormis la loi sur les OGM et les mesures prises dans le cadre du plan de relance, aucune réforme d'ampleur n'a été engagée durant la première moitié du mandat.

<b>Note globale</b>	<b>8,5/20</b>
Mise en œuvre des réformes	4,37/20
Efficacité de l'action	3,75/20
Cohérence de l'action	18,12/20

Budget, réforme de l'État et décentralisation

## Finances publiques : la dérive inquiétante



Une mauvaise note prévisible... Les trop timides efforts en matière de remise en ordre des finances publiques et de réforme de l'État lancés avant la crise ont été balayés par l'urgence depuis un an. Côté réforme des collectivités territoriales, qui a pris du retard, le combat s'annonce rude...

<b>Note globale</b>	<b>8/20</b>
Mise en œuvre des réformes	5,71/20
Efficacité de l'action	5,14/20
Cohérence de l'action	13,14/20

Culture et communication

## La culture encore mauvaise élève



Bien peu de mesures mises en œuvre sur les thèmes de la culture et de la communication qui, de la réforme de la télévision publique à la loi HADOPI, ont été l'occasion de bien des ratages. Derrière ces réformes qui ont occupé tous les esprits, la politique culturelle du gouvernement avance à tout petits pas.

<b>Note globale</b>	<b>8,5/20</b>
Mise en œuvre des réformes	6,15/20
Efficacité de l'action	4,92/20
Cohérence de l'action	14,77/20

Défense

## Le long chantier de la rénovation de la Défense



Une note sévère malgré un processus de réforme largement engagé. Avec tous les chantiers identifiés par notre Baromètre ouverts, la réforme de la Défense suit son cours sans obtenir de résultats encore visibles. Si la mise en œuvre est loin d'être achevée, la cohérence globale de l'action est à souligner.

<b>Note globale</b>	<b>9/20</b>
Mise en œuvre des réformes	5,58/20
Efficacité de l'action	5,12/20
Cohérence de l'action	16,28/20

Dialogue social

## Dialogue social : attention à ne pas rompre le fil



Une note qui baisse en 6 mois et passe en dessous de la moyenne pour un dossier sur lequel le Président se voulait pourtant exemplaire au début de son mandat. L'accumulation des chantiers et les délais impartis à la négociation ne permettent plus de mener les réformes à leur terme et les retards s'accumulent...

<b>Note globale</b>	<b>9/20</b>
Mise en œuvre des réformes	11,81/20
Efficacité de l'action	7,27/20
Cohérence de l'action	7,27/20

Éducation et enseignement supérieur

## Après une année difficile, un bilan moyen pour l'école et l'université



Résultats juste en dessous de la moyenne pour des réformes majeures. Les ratés sur la réforme des lycées et la grogne qui a duré des mois dans l'université expliquent pour l'essentiel cette note décevante : moins d'un quart des mesures sont réalisées.

<b>Détail de la note globale</b>	<b>9/20</b>
Mise en œuvre des réformes	7,88/20
Efficacité de l'action	4,85/20
Cohérence de l'action	15,95/20

Emploi

## Emploi : en attendant l'éclaircie...



Une mention assez bien qui surprendra dans le contexte actuel ! Pas de résultats satisfaisant pour le moment et un chômage en hausse, mais une mobilisation forte sur le traitement social des demandeurs d'emploi. Le gouvernement attend l'éclaircie...

**Note globale** **12,5/20**

Mise en œuvre des réformes	12,46/20
Efficacité de l'action	9,5/20
Cohérence de l'action	15,09/20

Entreprises

## Entreprises : le bon cap est maintenu



Face à la crise et devant des perspectives économiques d'avenir assez ternes, le gouvernement poursuit sa politique de soutien aux entreprises, et en particulier aux PME, seuls vrais pourvoyeurs de croissance et d'emplois. Un effort à maintenir et amplifier.

**Note globale** **14/20**

Mise en œuvre des réformes	12,22/20
Efficacité de l'action	11,43/20
Cohérence de l'action	17,78/20

Environnement, aménagement du territoire et transports

## La longue mise en marche de la révolution écologique



Réellement mis sur les rails avec le plan de relance qui a permis de lever certains obstacles budgétaires, la lourde machine du Grenelle de l'environnement peine encore à produire des résultats concrets plus de deux ans après que les premières mesures opérationnelles ont été adoptées.

<b>Note globale</b>	<b>9/20</b>
Mise en œuvre des réformes	4,47/20
Efficacité de l'action	4,23/20
Cohérence de l'action	18,12/20

Europe

## Europe : le volontarisme envolé ?



Une piètre moyenne qui surprendra après le succès d'estime de la présidence française de l'UE, mais qui s'explique par le fait que bon nombre des principaux objectifs de 2007 ne sont pas encore atteints.

<b>Note globale</b>	<b>8,5/20</b>
Mise en œuvre des réformes	8,24/20
Efficacité de l'action	4,7/20
Cohérence de l'action	12,55/20

Famille

## Hors de la garde d'enfants, peu de résultats pour la famille



Une note à peine au dessus de la moyenne pour une politique familiale pourtant généralement au centre de l'attention en France. Malgré un discours de Nicolas Sarkozy présentant les futures orientations de la politique familiale et l'installation du Haut Conseil pour la Famille, bien peu a été mis en œuvre.

<b>Note globale</b>	<b>10,5/20</b>
Mise en œuvre des réformes	8,42/20
Efficacité de l'action	7,37/20
Cohérence de l'action	15,79/20

Fiscalité et pouvoir d'achat

## Pouvoir d'achat et fiscalité : tenir mais jusqu'à quand ?



Une bonne note due à un volontarisme et une rapidité à mettre en œuvre les mesures annoncées. Après avoir colmaté les brèches au plus fort moment de la crise et tenter de stabiliser le pouvoir d'achat des Français, l'heure est à l'attentisme. Une stratégie qui peut être dangereuse...

<b>Note globale</b>	<b>13/20</b>
Mise en œuvre des réformes	13,81/20
Efficacité de l'action	10,95/20
Cohérence de l'action	14,76/20

Immigration et développement solidaire

## Immigration : une politique qui s'essouffle ?



Une note convenable et logique pour l'un des thèmes qui a fait le succès de Nicolas Sarkozy pendant la campagne de 2007. Mais, avec une note globale qui perd deux points en six mois et une note de mise en œuvre également moins bonne qu'en mai dernier, assiste-t-on à un essoufflement ?

<b>Note globale</b>	<b>12,5/20</b>
Mise en œuvre des réformes	11,61/20
Efficacité de l'action	10,97/20
Cohérence de l'action	15,48/20

Institutions

## La réforme des institutions sur les rails



La réforme des institutions est sur les rails depuis l'été 2008. Votée certes avec difficultés, elle tient tout de même compte de l'essentiel des promesses de campagne du candidat Nicolas Sarkozy et le vote des lois organiques permettra de la mener à son terme.

<b>Note globale</b>	<b>12,5/20</b>
Mise en œuvre des réformes	12/20
Efficacité de l'action	10/20
Cohérence de l'action	15,5/20

Justice et sécurité

## Une réforme de la justice peu convaincante



Deux thèmes très présents dans la campagne du candidat Sarkozy en 2007. Le bilan à mi-mandat est décevant pour un thème aussi présent dans l'agenda présidentiel. Une note en dessous de la moyenne pour une action qui apparaît de plus en plus brouillonne.

<b>Note globale</b>	<b>9,5/20</b>
Mise en œuvre des réformes	6,38/20
Efficacité de l'action	5,74/20
Cohérence de l'action	17,02/20

Logement

## Le logement a profité du plan de relance... et après ?



Grâce à l'ensemble des mesures prise dans le cadre du plan de relance, le logement bénéficie d'une note plutôt satisfaisante. Reste que les grands objectifs de 2007 sont encore loin d'être atteints. La sortie de crise peut-elle être l'occasion d'un retour aux fondamentaux ?

<b>Note globale</b>	<b>13/20</b>
Mise en œuvre des réformes	12,19/20
Efficacité de l'action	10,24/20
Cohérence de l'action	17,07/20

Outre-mer

## Efforts tardifs pour l'Outre-mer



Une loi pour le développement économique des Outre-mers, une stratégie de croissance pour l'Outre-mer et des Etats généraux, nombreuses ont été les initiatives en faveur des ultramarins. La note globale de 11/20, contre 9/20 en mai, vient sanctionner cet activisme... qui arrive cependant bien tardivement.

<b>Note globale</b>	<b>11/20</b>
Mise en œuvre des réformes	7,55/20
Efficacité de l'action	7,55/20
Cohérence de l'action	17,77/20

Politique étrangère

## International : une présence forte, des résultats modestes



L'action souvent flamboyante de Nicolas Sarkozy à l'international laisse rarement indifférent, qu'il s'agisse du G20 ou de l'Afghanistan. Pourtant peu de choses concrètes : un peu plus d'un tiers seulement des mesures est mis en œuvre.

<b>Note globale</b>	<b>9,5/20</b>
Mise en œuvre des réformes	6,67/20
Efficacité de l'action	4,24/20
Cohérence de l'action	16,97/20

Recherche et innovation

## Examen de passage difficile mais réussi pour la recherche



Un nouveau statut des enseignants-chercheurs, le plan de relance qui profite à la recherche, une stratégie de recherche et d'innovation en cours de finalisation et la refonte presque tranquille du système français de recherche... les chantiers ne manquent pas et sont pour la plupart sur les rails.

**Note globale** **11,5/20**

Mise en œuvre des réformes	10,32/20
Efficacité de l'action	7,74/20
Cohérence de l'action	16,77/20

Retraites

## Retraites : le plus dur reste à venir



Une note juste sous la moyenne sur les retraites. Pour symbolique qu'elle soit, la réforme des régimes spéciaux ne signifie pas le sauvetage des systèmes de retraites. Le rendez-vous de 2010 apparaît comme celui de tous les dangers tant les besoins sont alarmants ...

**Note globale** **9,5/20**

Mise en œuvre des réformes	9/20
Efficacité de l'action	5,45/20
Cohérence de l'action	14,55/20

Santé

## température stable pour la santé !



Tout juste la moyenne pour la santé. Après le temps des manifestations puis de la concertation, l'hôpital tient sa réforme et le travail de terrain commence... Mais pour le reste, notamment sur la Sécu, les avancées se font attendre.

<b>Note globale</b>	<b>10/20</b>
Mise en œuvre des réformes	7,89/20
Efficacité de l'action	6,2/20
Cohérence de l'action	16,06/20

Société

## Bonnet d'âne pour le « Plan Espoir Banlieues »



La plus mauvaise note pour un thème dominé par le « Plan Espoir Banlieues » et la question du handicap. Des dossiers qui n'avancent pas : moins de 20% des mesures sont mises en œuvre.

<b>Note globale</b>	<b>6,5/20</b>
Mise en œuvre des réformes	3,53/20
Efficacité de l'action	1,18/20
Cohérence de l'action	14,12/20

## Zoom sur les promesses de 2007

Retrouvez le détail des mesures, les justifications et les notes sur [www.barometre-sarkozy.com](http://www.barometre-sarkozy.com)

« **Je dis tout avant, pour tout faire après** », répétait Nicolas Sarkozy pendant la campagne. A mi-mandat, l'heure est aux premiers bilans. Confortablement élu sur ce programme de 490 promesses, le Président a-t-il tenu les engagements du candidat ? Ou bien la crise économique a-t-elle rendu le programme inapplicable ? Bilan chiffré...

Nombre de mesures	Total	Réalisée	Altérée	En cours	Annoncée	En retard	Reportée	Abandonnée	Non abordée
En unités	490	90	60	142	17	42	2	30	107
En %	100	18,37	12,24	28,98	3,47	8,57	0,41	6,12	21,84

Les chiffres sont conséquents : après deux ans et demi d'action, **59,59% des promesses du programme de 2007 sont engagées** – c'est à dire dans notre baromètre « réalisées », « altérées » et « en cours ». Le président tient à tenir les promesses du candidat qu'il a été et reste globalement fidèle à ses engagements. La mise en œuvre du programme est donc menée tambour battant malgré des circonstances rendues difficiles par la crise depuis un an.

Circonstances difficiles qui ne sont cependant sans doute pas étrangères à la détérioration observées de la mise en oeuvre des promesses. La liste des réformes « en retard », « reportées », « abandonnées » ou « altérées » s'alourdit sérieusement. On compte aujourd'hui **37,95% de ratés parmi les promesses présidentielles**.

**Les mauvais points s'accumulent en particulier sur les engagements budgétaires et fiscaux.** « Ramener la dette en dessous de 60% du PIB d'ici 2012 et réduire le déficit » ou « Financer intégralement le projet présidentiel par des économies sur les dépenses existantes » : des promesses envolées sur lesquelles le Président aura bien du mal à revenir avant 2012. De la TVA sociale (« reportée ») à l'instauration d'une TVA à taux réduits sur les produits propres (« en retard »), en passant par la baisse de 4 points de prélèvements obligatoires en 10 ans (« abandonnée ») : le Président a du mal à tenir la ligne fiscal du candidat. Il faut dire que le contexte ne facilite pas les choses. Reste que le Président n'a pas renoncé à une des propositions majeures de son programme : il n'a pas été élu pour augmenter les impôts. Mais jusqu'à quand se demandent certains observateurs ?

Pour le reste, il convient de rappeler quelques **reculs importants sur certaines promesses majeures ou symboliques** du programme de 2007 : des parachutes dorés qui n'ont pas été supprimés mais encadrés, à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne, au sujet de laquelle Nicolas Sarkozy continue de dire qu'il est opposée mais dont le processus d'adhésion se poursuit en fait, en passant par la carte scolaire, assouplie et pas supprimée, quelques abandons viennent écorner le bilan...

## Méthodologie

Définitions : promesses, annonces, mesures

Le corpus

Le Tableau Récapitulatif Général

Le suivi des mesures

Les notes

Retrouvez le détail des mesures, les justifications et les notes sur [www.barometre-sarkozy.com](http://www.barometre-sarkozy.com)

Le « Baromètre des réformes de Nicolas Sarkozy » a pour but de permettre le **suivi exact de l'ensemble des mesures annoncées par le Président de la République et le gouvernement**. L'établissement de la liste de ces mesures est fait à partir d'un **corpus strict et indiscutable**. Le traitement des mesures est réalisé grâce au pilotage d'un **Tableau Récapitulatif Général**, tenu à jour en continu, à l'intérieur duquel les mesures sont classées en **22 thèmes**.

Chaque mesure fait l'objet d'un suivi continu et d'une classification en 7 statuts : « **Réalisée** », « **Altérée** », « **En cours** », « **Annoncée** », « **En retard** », « **Reportée** » et « **Abandonnée** ». C'est sur l'ensemble des données récoltées et traitées dans le Tableau Récapitulatif Général qu'est fondé le Baromètre.

## 1. Définitions : promesses, annonces, mesures

---

Les éléments considérés comme « promesse » dans notre Tableau Récapitulatif Général répondent à la définition suivante :

**> Toute déclaration formalisant un engagement pris par Nicolas Sarkozy en tant que candidat à l'élection présidentielle et induisant une action politique vérifiable et mesurable dans le futur.**

A l'inverse de la simple « déclaration de principe », l'énoncé de cette promesse suppose en effet qu'elle ait été suffisamment précise pour impliquer une action vérifiable et mesurable. Toute déclaration vague ou n'impliquant pas une action identifiable (par exemple, « je veux une France forte ») a été exclue de notre champ. Notons que certaines promesses ont dû faire l'objet d'un travail de réécriture : soit que 2 promesses figuraient dans une même phrase et que nous avons décidé de les rendre autonomes ; soit que, le plus souvent, nous avons fusionné 2 ou plusieurs formulations distinctes d'une même proposition.

Les éléments considérés comme « annonce » dans notre Tableau Récapitulatif Général répondent à la définition suivante :

**> Toute disposition mise en place ou annoncée par le Président de la République ou le gouvernement qui n'avait pas été préalablement identifiée comme une promesse à partir du 6 mai 2007. Elle induit une action politique vérifiable et mesurable dans le futur. Une annonce peut être communiquée par le biais d'un projet ou éventuellement d'une proposition de loi déposée au Parlement ou présentée en Conseil des Ministres, d'un discours, d'une conférence de presse ou d'autres modalités tel qu'un dossier de presse. Elle indique un engagement clair et approuvé par le Président, le Premier Ministre ou le Ministre compétent.**

Notons que certaines annonces ont dû faire l'objet d'un travail de réécriture : soit que 2 annonces figuraient dans une même phrase et que nous avons décidé de les rendre autonomes ; soit que, le plus souvent, nous avons fusionné 2 ou plusieurs formulations distinctes d'une même proposition.

Les éléments considérés comme « mesure » dans notre Tableau Récapitulatif Général répondent à la définition suivante :

**> Sont appelées « mesures » l'ensemble des « promesses » et des « annonces ».**

## 2. Le corpus

Les documents à partir desquels a été établie la liste des mesures, sont exclusivement des sources primaires, c'est-à-dire reprenant directement :

### > Les propos tenus par Nicolas Sarkozy en tant que candidat à l'élection présidentielle, et par lui seul, entre le 14 janvier 2007 (date de son investiture par l'UMP) et le 6 mai 2007 (date de son élection)

Pour éviter toute déformation ou simplification, ses interventions faites en sa qualité de ministre de l'Intérieur (jusqu'au 26 mars 2007) et évoquant son bilan ou son action menée avant l'élection présidentielle, ont été exclues du corpus ; de même pour les interventions de ses lieutenants et soutiens dans le courant de la campagne présidentielle. Les documents qui composent notre corpus sont de 4 natures, hiérarchisées comme suit :

- Les documents constituant le programme présidentiel de Nicolas Sarkozy : *Mon projet : Ensemble, tout devient possible* et *l'Abécédaire des propositions*.
- L'ouvrage *Ensemble* (Paris, XO Editions, 2007) publié le 2 avril 2007.
- L'ensemble des discours du candidat.
- L'ensemble des tribunes, interviews et interventions médias du candidat, mis en ligne sur les sites Internet de l'UMP et du candidat et donc considérés comme contenant des prises de positions et des propositions validées par le candidat et son équipe.

### > Les propos tenus par Nicolas Sarkozy en tant que Président de la République, le Premier Ministre ou un Ministre en fonction

### > Les projets de lois déposés au Parlement, les communiqués ou dossiers de presse émanant de la présidence de la République, du Premier Ministre ou des différents Ministères

## 3. Le Tableau Récapitulatif Général

Le traitement global des données est réalisé grâce au Tableau Récapitulatif Général, qui liste l'ensemble des mesures et assure le suivi. Le Tableau liste les mesures par thèmes, indique la source (« promesse » ou « annonce »), classe les mesures en 7 statuts distincts (« Réalisée », « Altérée », « En cours », « Annoncée », « En retard », « Reportée » et « Abandonnée ») et propose des éléments synthétiques de suivi.

**Les thèmes** – De « Agriculture » à « Société », le Tableau Récapitulatif Général classe les promesses en 22 thèmes (de A à V) couvrant l'ensemble des champs de l'action politique sur lesquels le candidat s'est engagé :

A - Agriculture pêche et chasse  
 B - Budget, réforme de l'Etat et décentralisation  
 C - Culture et communication  
 D - Défense  
 E - Dialogue social

F - Education et enseignement supérieur  
 G - Emploi  
 H - Entreprises  
 I - Environnement, aménagement du territoire et transports  
 J - Europe

K - Famille  
 L - Fiscalité et pouvoir d'achat  
 M - Immigration et développement solidaire  
 N - Institutions  
 O - Justice et sécurité

P - Logement  
Q - Outre-mer  
R - Politique étrangère

S - Recherche et innovation  
T - Retraites  
U - Santé

V - Société

**Les objectifs** – Chaque thème du Tableau Récapitulatif Général est divisé en objectifs. Les objectifs ont été formulés par l'Institut Thomas More et sont de sa seule responsabilité. Ils sont notés à titre indicatif afin de permettre une meilleure lecture du Tableau Récapitulatif Général.

## 4. Le suivi des mesures

Le suivi assuré de chaque mesure permet à chaque instant de connaître son état d'avancement. Il est effectué à partir d'un travail de veille continu. Afin de faciliter la synthèse et l'exploitation des données, nous avons défini 7 statuts de promesse possible :

- > **Réalisée** – Une mesure est considérée comme « réalisée » lorsque sa réalisation peut être effectivement constatée : loi votée par le Parlement, décret, circulaire, arrêté, ou toute décision légalement prise. Concernant la politique européenne et internationale, la mesure sera considérée comme « réalisée » à l'issue du processus décisionnel engageant d'autres partenaires que la France mais initié par elle.
- > **Altérée** - Une mesure est considérée comme « altérée » lorsqu'elle a subi une ou des transformations au cours de son adoption qui modifie une partie de son énoncé, ses modalités d'application ou son objectif de départ. A ce titre, les mesures « altérées » appelleront systématiquement des commentaires et précisions.
- > **En cours** – Une mesure est considérée comme « en cours » dès que l'on peut constater des éléments tangibles couvrant l'énoncé de la mesure dans le processus de décision : projet de loi présenté en Conseil des ministres, calendrier d'application inférieur à 6 mois, etc. Les mesures touchant à la politique européenne et internationale ne pouvant faire l'objet de ces critères, il faudra tenir compte de l'effectivité des discours et actions diplomatiques ou du lancement constaté d'initiatives issues de ces mesures.
- > **Annoncée** – Une mesure est considérée comme « annoncée » lorsqu'un processus de réflexion a été lancé (élaboration d'un plan de réforme, installation d'une commission, remise d'un rapport, etc.) ou lorsque le processus de décision a été lancé mais qu'il concerne une partie mineure de la mesure.
- > **Délaissée** – Une mesure est considérée comme « en retard » lorsqu'un processus de réflexion a été engagé mais qu'il n'a induit aucune prise de décision dans les 6 mois qui ont suivi, lorsqu'un projet de loi reste plus d'un an au parlement sans être discuté ou que la mesure ne suit pas le cours attendu du processus décisionnel (si elle est par exemple en cours de négociation avec les syndicats). A ce titre, les mesures « en retard » appelleront systématiquement des commentaires et précisions.
- > **Reportée** – Une mesure est considérée comme « reportée » lorsqu'elle fait l'objet d'une annonce du report de sa réalisation. Les raisons motivant ce report pourront faire l'objet de commentaires et précisions.
- > **Abandonnée** – Une mesure est considérée comme « abandonnée » lorsqu'elle fait l'objet d'une annonce claire de l'abandon de sa réalisation, qu'une autre mesure adoptée entre en contradiction avec celle-ci ou qu'elle n'a pas été incluse dans une réforme alors que son énoncé indique clairement qu'elle participe de ce mouvement de réforme. Les raisons motivant cet abandon pourront faire l'objet de commentaires et précisions.

Pour précision, deux autres termes peuvent être utilisés dans les éléments d'analyse :

- > **Abordée** – Une mesure est « abordée » lorsqu'un statut lui est attribué.
- > **Non abordée** – Une mesure est « non abordée » lorsqu'aucun statut ne lui est attribué. Il s'agit des promesses de campagne.

> **Ces statuts sont figés à la date arrêtée pour la publication du Baromètre (les chiffres de la 5<sup>ème</sup> édition du Baromètre des réformes de Nicolas Sarkozy sont arrêtés au 15 octobre 2009). Ils représentent une photographie de l'état d'avancement des mesures à ce jour précis mais ils ne portent en aucun cas un jugement définitif sur l'état d'avancement d'une promesse de campagne ou d'une annonce.**

## 5. Les notes

---

Pour chaque thème, le Baromètre établit les 3 indicateurs chiffrés, ainsi calculés :

> **La mise en œuvre des réformes** – Mesure la proportion de mesures adoptées (« réalisées » et « altérées ») par rapport au nombre total des mesures abordées par thème.

- ✓  $[(\text{mesures « réalisées »} + \text{mesures « altérée »}) \times 100] / \text{nombre de mesures abordées} = \text{pourcentage indiqué}$
- ✓ « Pourcentage indiqué »/5 = note sur 20

> **L'efficacité de l'action** – Mesure la proportion des mesures « réalisées » par rapport au nombre total des mesures abordées par thème. Elle détermine dans quelle mesure, parmi toutes les actions que le gouvernement a entreprises, le résultat obtenu correspond effectivement à ce que le gouvernement voulait mettre en place.

- ✓  $[\text{mesures « réalisées »} \times 100] / \text{nombre de mesures abordées} = \text{pourcentage indiquée}$
- ✓ « Pourcentage indiqué »/5 = note sur 20

> **La cohérence de l'action** – Mesure la proportion des échecs (mesures « altérées », « reportées », « abandonnées » et « en retard ») par rapport au nombre total des mesures abordées par thème.

- ✓  $[(\text{mesures « en retard »} + \text{mesures « reportées »} + \text{mesures « abandonnées »} + \text{mesures « altérées »}) \times 100] / \text{nombre de mesures abordées} = \text{« pourcentage des incohérences »}$
- ✓  $100 - \text{« pourcentage des incohérences »} = \text{pourcentage indiqué}$
- ✓ « Pourcentage indiqué »/5 = note sur 20

**La note globale est calculée à partir de la moyenne des trois notes obtenues.** Elle est arrondie au demi point le plus proche selon les règles d'arrondies en vigueur.